



Alors que les personnels sont dépossédés de leurs missions à la merci d'outils numériques qui dysfonctionnent, la DGFIP les dépossède maintenant de leurs espaces de travail sous prétexte de la poursuite des transformations des administrations de l'état.

L'obstination de la DG à ne pas vouloir entendre les revendications des représentants des personnels en matière de règlement intérieur (RI) du CSAR de la DGFIP et de sa FS par ces manoeuvres continues n'hésitant pas à piocher ou retirer à son bon vouloir des éléments des RI DGAFP et ministériels, pour soi disant adapter celui DGFIP nous contraint aujourd'hui dans un RI à la baisse.

C'est bien un véritable verrouillage du dialogue social que la DG conduit depuis la création des nouvelles instances.

Cette méthode a grévé d'entrée la sincérité de l'approche de la DG en matière de dialogue social rénové et en ce qui nous concerne la FS d'amélioration de la sécurité, de la santé et des conditions de travail des agents. La CGT Finances Publiques attendait donc de cette FS une autre attitude, pour juger, sur pièce, de la suite des opérations.

[../.. suite à télécharger](#)

fichiers:



[Télécharger cr_fs_du_7_nov_2023_10_11_23.pdf](#) (251.85 Ko)

Public: [Infos / actions](#)

[Formation Spécialisée](#)

[Conditions de Travail Hygiène Sécurité](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
